



Mardi 07 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Ouverture des travaux du congrès de l'Union générale arabe des assurances à Oran

Les travaux du 33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) ont débuté, lundi, au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran en présence de près de 1.200 participants représentant 41 pays dont 20 arabes.

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a présidé la cérémonie d'ouverture du Congrès, placé sous le haut patronage du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane et qui se tient sous le slogan "la nouvelle situation et ses répercussions sur l'industrie de l'assurance: quels sont les défis et quelles sont les opportunités pour le marché arabe de l'assurance?".

La rencontre de quatre jours traitera quatre axes liés à la crise sanitaire liée au virus corona et ses effets sur le marché mondial des assurances, le déficit d'assurance, les transformations technologiques et la régulation de la gestion des assurances, en plus des risques émergents et des produits d'assurance.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le 33e congrès de l'UGAA, une opportunité pour renforcer la coopération

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a affirmé lundi à Oran que le congrès de l'Union générale arabe de l'assurance, qui se déroule dans la capitale de l'Ouest du pays, est une opportunité pour renforcer la coopération entre les compagnies arabes spécialisées dans ce domaine.



En présidant l'ouverture de ce congrès, organisé par la Fédération algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, avec la coopération de l'UGAA, le ministre a indiqué que le congrès, organisé sous le patronage du Premier Ministre, Aïmene Benabderrahmane, est également une opportunité pour l'échange de points de vue et d'expériences entre les sociétés arabes d'assurance et de réassurance et travailler ensemble à affronter les défis communs.



Raouya rassure : «Un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022»

L'Algérie prévoit un taux de croissance de l'ordre de 3,4% au cours de l'année 2022, a annoncé, ce lundi à Oran, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.



Banque de l'habitat : Les experts saluent une décision pertinente

Le président de la République a instruit, dimanche en Conseil des ministres, le **ministre des Finances de préparer un texte de loi relatif à la création d'une banque de l'habitat. Une décision qualifiée de «bonne initiative» par des experts en économie.** Cette banque aura pour mission, disent-ils, de financer l'habitat devant la forte demande.

[Raouya : Un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022](#)

L'Algérie prévoit un taux de croissance de l'ordre de 3,4% au cours de l'année 2022, a annoncé lundi à Oran le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya. "L'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021 ce qui permet de prévoir un taux de croissance de 3,4% pour l'exercice 2022", a souligné le ministre à l'ouverture du 33ème Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) au Centre des Conventions Mohamed Benahmed d'Oran.

[Le 33e congrès de l'UGAA est une opportunité pour renforcer la coopération entre les compagnies arabes](#)



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a affirmé lundi à Oran que le congrès de l'Union générale arabe de l'assurance, qui se déroule dans la capitale de l'Ouest du pays, est une opportunité pour renforcer la coopération entre les compagnies arabes spécialisées dans ce domaine.

[Raouya : un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022](#)

L'Algérie prévoit un taux de croissance de l'ordre de 3,4% au cours de l'année 2022, a annoncé lundi à Oran le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.



[Économie : l'Algérie enregistre un taux de croissance de 3 % en 2022](#)

L'Algérie enregistre un taux de croissance de plus de 3 % en 2022. C'est en tout cas le chiffre que le ministre des Finances a avancé. Dzair Daily vous en dit davantage dans la suite de cet article du 6 juin 2022.



[33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances : Une occasion de renforcer la coopération entre les entreprises \(Raouya\)](#)



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a confirmé, ce lundi 6 juin 2022, à Oran, que la 33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances, qui se tient à Oran, est une opportunité pour renforcer la coopération entre les entreprises arabes spécialisées dans ce domaine, rapporte l'agence officielle APS.



Ministre des Finances : « Un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022 »

« L'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021 ce qui permet de prévoir un taux de croissance de 3,4% pour l'exercice 2022 », a indiqué ce lundi le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya à Oran où il a assisté à l'ouverture du 33ème Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA).



Union générale arabe des assurances : L'Algérie assure la présidence pour deux ans

La présidence de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) change de mains. Elle sera algérienne, pour un mandat de deux ans succédant ainsi à la Tunisie.



Il prévoit un taux de croissance de 3.4 % : Raouya est un ministre optimiste



Les réformes économiques ont permis une amélioration des indicateurs en Algérie. la priorité est de se concentrer sur les exportations en dehors du secteur des hydrocarbures. Donnant le coup d'envoi des travaux de la 33e conférence de l'Union arabe des assurances, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a fait état de la politique économique adoptée par le gouvernement, visant, à atteindre un taux de croissance de 3.4%, en plus de l'amélioration des principales activités économiques.



[Le ministre des Finances l'annonce : «Un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022»](#)

Raouya a également mis en exergue les dispositions de l'Etat pour prendre en charge les répercussions de la crise sanitaire et amortir son impact sur l'économie et les institutions algériennes.



[Récupérations des biens mal acquis et hausse des prix des hydrocarbures : La belle cagnotte d'Algérie](#)

Estimés à plusieurs milliards de dollars, leur exclusion du tissu industriel pénaliserait l'économie nationale. Le retour à l'équilibre budgétaire, à une certaine aisance financière grâce aux niveaux records atteints par les prix du pétrole, on estime à environ 58 milliards de dollars les revenus des exportations d'hydrocarbures en 2022, doit permettre à l'Algérie de passer à une autre étape: celle de la prise en charge des actifs des oligarques incarcérés et définitivement jugés.



[Libération des projets d'investissement du système bureaucratique : Un coup de grâce à la bureaucratie](#)

Le chef de l'État a insisté sur l'importance de la libération totale du parcours des projets d'investissement du système bureaucratique. L'Algérie n'arrive pas à se défaire totalement de ses démons. À ce titre, la bureaucratie fait figure de bête noire. Un phénomène qui a la peau dure, entrave la bonne marche des affaires du pays, s'oppose à son développement en marche qui se veut pourtant inéluctable. Un imbroglio créé par une administration extrêmement bureaucratisée qui fait la sourde oreille à l'investissement, au moment où le pays fait face à des défis majeurs, dont celui, vital, de la relance économique.



Marché des assurances en Algérie : L'embellie malgré la covid

L'Algérie prévoit un taux de croissance de l'ordre de 3,4% au cours de l'année 2022, a annoncé, hier à Oran, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya. «L'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021, ce qui permet de prévoir un taux de croissance de 3,4% pour l'exercice 2022», a souligné le ministre, à l'ouverture du 33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA), au Centre des Conventions Mohamed-Benahmed d'Oran.



Croissance économique L'Algérie prévoit un taux de 3,4% en 2022

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouïa, a fait savoir hier, que l'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021.



Oran: Ouverture des travaux du congrès de l'Union générale arabe des assurances

Les travaux du 33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) ont débuté, hier, au Centre des conventions «Mohamed-Benahmed» d'Oran, en présence de près de 1 200 participants représentant 41 pays, dont 20 arabes.

33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances : Une occasion de renforcer la coopération entre les entreprises (Raouya)



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a confirmé, ce lundi 6 juin 2022, à Oran, que la 33e Congrès de l'Union générale arabe des assurances, qui se tient à Oran, est une opportunité pour renforcer la coopération entre les entreprises arabes spécialisées dans ce domaine, rapporte l'agence officielle APS.

Yazid Benmouhoub: «Dans le secteur privé, nous n'avons pas d'entreprises capables d'aller affronter le marché»

Le Directeur général de la Bourse d'Alger Yazid Benmouhoub a indiqué aujourd'hui que mettre en bourse des entreprises très rentables, diriger l'épargne vers le formel, digitaliser les transactions sont les solutions qui peuvent aboutir à l'inclusion financière, tout en permettant au citoyen d'accéder à des services financiers en fonction de ses moyens



[GAIF-Oran, le ministre des finances Raouya inaudible sur la faiblesse de l'assurance en Algérie](#)

L'intervention inaugurale de la 33e conférence de la fédération arabe de l'assurance avait de quoi laisser sur leur faim les acteurs de marché algérien, le plus retardataire de la région. Le ministre des finances Abderrahmane Raouya n'avait sans doute pas prévu, ce mardi à Oran, de devoir rappeler la faiblesse du taux de pénétration de l'industrie de l'assurance en Algérie, 0,5% seulement, et ne rien avoir à annoncer de spécifique pour son décollage, devant un parterre exceptionnellement riche d'acteurs de cette filière dans la région et dans le monde.



[Assurance vie : les assureurs doivent-ils recourir au Haut Conseil Islamique pour sa généralisation ?](#)

Le secteur de la finance est intimement lié aux croyances religieuses et à la culture des personnes. C'est l'image de la souscription à un produit d'assurance, en Algérie et dans la région MENA, qui reste très faible par rapport aux PIB des pays.



[Financement des entreprises : la Bourse d'Alger appelle les entreprises à se détacher des pratiques classiques](#)

Le mode de financement des entreprises reste axé sur les crédits bancaires et l'autofinancement. Selon le DG de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, il serait nécessaire d'aller vers d'autres moyens de financement.



Abderrahmane Raouya : «Le 33ème Congrès de l'Union générale arabe des assurances, qui se tient à Oran, est une opportunité pour renforcer la coopération entre les entreprises arabes spécialisées dans ce domaine».

Les acteurs arabes des assurances se réunissent à Oran : Digitalisation et réforme du secteur des assurances, ça urge !

Les compagnies arabes d'assurances continuent d'agir et de se développer malgré un contexte économique et social très difficile. De nouvelles mesures communes devraient être mises en place pour se préparer à faire face aux risques opérationnels et structurels de plus en plus nombreux. La crise sanitaire du Covid-19, la guerre en Ukraine et la hausse significative des cyber attaques engendrent de nouvelles responsabilités dans l'exercice du métier d'assurance et de réassurance. Les sociétés arabes d'assurances se préparent aux enjeux à venir. La réforme du secteur des assurances et sa numérisation sont désormais indispensables. C'est l'une des conditions de son émergence.

Les acteurs arabes du secteur de l'Assurance et de la Réassurance tiennent depuis hier à Oran leur 33ème Congrès de l'Union générale arabes des assurances (UGAA), placé cette année sous le thème de « la nouvelle situation et ses répercussions sur l'industrie de l'assurance : quels sont les défis et quelles sont les opportunités pour le marché arabe de l'assurance ? ». Malgré les avancées réalisées depuis des années par le secteur, beaucoup reste à faire. Les transformations s'accroissent et les réalités du marché de l'assurance changent.

Le secrétaire général de l'Union générale des assureurs arabes, M. Chakib Abou Zeid, a mis l'accent sur l'importance de lancer et de poursuivre la digitalisation du secteur, estimant que « le taux d'assurance dans le monde arabe reste encore faible par rapport aux pays et régions de même niveau économique », expliquant cette faiblesse par « la culture d'assurance chez les particuliers et la méconnaissance de l'assurance dans la vie sociale et économique ».

Il a fait état de « 600 sociétés spécialisées dans l'assurance et la réassurance dans le monde arabe avec un réservoir de contrats d'assurance estimé à 44 milliards de dollars ». Un avis que partage le président de l'UGAA, Assad Zerrouk, qui a appelé à l'occasion, les acteurs du secteur « à étendre l'utilisation des technologies modernes dans le secteur de l'assurance pour améliorer les services et réduire les délais des transactions afin d'attirer de nouveaux clients », mettant l'accent sur la nécessité de réformer « les systèmes d'assurance afin de permettre aux entreprises arabes de développer de nouveaux services encore faibles, comme l'assurance-vie, l'activité d'épargne au service de l'économie ».

L'assurance traditionnelle ne suffit plus pour répondre aux besoins du citoyen arabe « Les compagnies arabes accusent un certain retard et que ce changement est devenu impératif pour être au diapason du rythme et des développements du secteur des assurances au niveau mondial », a-t-il affirmé.

L'inclusion financière est aussi nécessaire pour encourager « l'intégration des catégories pauvres dans le secteur des assurances, à travers le développement de certains services, notamment l'assurance-maladie et la protection contre les catastrophes naturelles, la micro-assurance et l'assurance-retraite complémentaire ». Les acteurs de l'assurance doivent s'entendre sur les actions communes à mener pour développer leurs services et atteindre leurs objectifs. Le taux d'intégration de l'assurance dans le produit intérieur brut arabe ne dépasse pas le « 1,5%, alors qu'il est de l'ordre de 7% au niveau mondial », a-t-il regretté, d'où a-t-il affirmé l'urgence de réformer le secteur des Assurances pour atteindre un « taux de 4%

devant permettre une relance économique, sociale, sanitaire et financière de la région du fait de la relation directe des compagnies d'assurances à l'investissement ».

De son côté, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a confirmé que « le 33ème Congrès de l'Union générale arabe des assurances, qui se tient à Oran, est une opportunité pour renforcer la coopération entre les entreprises arabes spécialisées dans ce domaine ». Une occasion, selon lui, « d'échanger des vues et des expériences entre les compagnies d'assurance et de réassurance arabes et de travailler ensemble pour faire face aux défis communs ». Il a présenté l'expérience algérienne dans le domaine et l'intérêt accordé par les autorités au développement de ce secteur par les opérateurs publics ou privés.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

ÉCONOMIE NATIONALE : Un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022

La relance économique va doucement, mais sûrement, et l'Algérie aura réussi une sortie de la zone rouge, à en croire le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, qui s'est montré optimiste quant aux résultats positifs des réformes opérées. Pour preuve, l'Algérie prévoit, pour l'année 2022, un taux de croissance de 3,4%. De bon augure !

El Watan
LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

ANNABA : Mise en service du centre des impôts

La mise en service des CPI de Annaba était prévue initialement le 31 mars 2018. Après ceux des wilayas de Skikda, Guelma, El Tarf et Oum El Bouaghi, le Centre des impôts (CDI) de Annaba a été inauguré, hier, par le directeur régional des impôts, en présence du nouveau directeur de wilaya, avons-nous constaté sur place.

Ils ont procédé à l'installation officielle de son jeune directeur, Benmohamed Noureddine, un haut cadre du secteur. Force est de relever qu'il a fallu attendre plusieurs années, soit depuis au moins 2018, pour mettre en service ces centres, très attendus par les contribuables. Avec la récente reprise en main du ministère des Finances par le nouveau ministre, Abderrahmane Raouya, et son équipe, allant de la directrice générale jusqu'à celui de wilaya, en passant par le directeur régional, ces centres d'impôts de proximité ont été immédiatement inaugurés et ouverts aux contribuables.

Un nouveau souffle au secteur qui, de l'avis des économistes, ne manquera pas, sur le court terme, de donner ses fruits en matière de recettes fiscales. «Après la restructuration de notre secteur lancée par le ministère des Finances, la direction générale a accordé, dans le cadre de la modernisation fiscale une attention particulière aux éventuels dirigeants de ces centres à travers des entretiens poussés pour pouvoir sélectionner les jeunes compétences en matière de gestion fiscale, dont le directeur du CDI de Annaba», a-t-on affirmé.

Pour mémoire, la mise en service des CPI de Annaba était prévue initialement le 31 mars 2018. La même date a été retenue pour l'actuel CDI, qui coiffe tous les CPI de la wilaya. Une promesse qui n'a pas été tenue, même si un ancien directeur.



LE PROJET DE LOI SUR L'INVESTISSEMENT DISCUTÉ EN CONSEIL DES MINISTRES

Vers la levée des contraintes foncières. Le président de la République a ainsi ordonné «la poursuite de l'enrichissement du projet proposé pour définir la nature de la relation entre les services de l'Etat et les agences foncières devant être créées pour l'octroi et la gestion du foncier économique, tous types confondus».

Faisant montre d'une volonté de faciliter l'acte d'investir, le président de la République a donné des instructions pour lever les contraintes, notamment celles liées au foncier. Lors du Conseil des ministres tenu dimanche, Abdelmadjid Tebboune a ainsi mis l'accent sur l'importance de la libération totale du parcours des projets d'investissement du système bureaucratique, selon un communiqué repris par l'agence APS.

Après examen du projet de loi portant conditions et modalités d'octroi de concessions de terrain relevant du domaine privé de l'Etat, destinées à la réalisation de projets d'investissement, Abdelmadjid Tebboune a préconisé d'«adopter une logique purement commerciale dans le traitement du dossier du foncier économique». Le président de la République a ainsi ordonné «la poursuite de l'enrichissement du projet proposé pour définir la nature de la relation entre les services de l'Etat et les agences foncières devant être créées pour l'octroi et la gestion du foncier économique, tous types confondus», ajoute le communiqué.

Le président Tebboune a également donné des instructions pour «accorder aux agences chargées du foncier économique un statut particulier leur permettant de gérer les zones et parcs constituant leur portefeuille foncier». Il est à rappeler que le projet de la nouvelle loi relative à l'investissement, présenté récemment lors d'un Conseil des ministres par le ministre de l'Industrie, prévoit une série de mesures visant, selon ses initiateurs, «à garantir les conditions appropriées pour libérer l'esprit d'initiative et diversifier l'économie nationale». Aussi compte-t-on procéder à une réorganisation du cadre institutionnel relatif à l'investissement en axant les missions du Conseil national de l'investissement (CNI) sur la proposition, la coordination et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'investissement.

Il s'agit également de changer l'appellation de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) en Agence algérienne de promotion de l'investissement, en lui conférant «le rôle de promoteur et d'accompagnateur des investissements, à travers la création d'un guichet unique à compétence nationale pour les grands projets et les investissements étrangers, la création de guichets uniques décentralisés pour l'investissement local, en veillant au renforcement de leurs prérogatives à travers la qualification des représentants des organismes et des administrations publics y relevant».

L'Agence sera également chargée de «lutter contre la bureaucratie, à travers la numérisation des procédures liées à l'investissement, par la création de la plateforme numérique de l'investisseur et la délivrance immédiate de l'attestation d'enregistrement du projet d'investissement», selon un communiqué du Conseil des ministres.

Dans le projet de loi, il sera question, selon la même source, de «renforcer les garanties relatives à la concrétisation du principe de la liberté d'investissement et de renforcer le système judiciaire pour protéger les investisseurs des abus bureaucratiques, à travers la création d'un mécanisme indépendant de haut niveau, composé de magistrats et d'experts économiques et financiers. Placé auprès de la présidence de la République, ce mécanisme sera chargé de statuer sur les plaintes et recours introduits par les investisseurs».

De leur côté, les hommes d'affaires redoutent une instabilité des lois qui serait préjudiciable, d'autant que, selon le Centre de réflexion autour de l'entreprise (CARE), «la plupart des décisions importantes renvoient à des textes d'application, ce qui rend la loi non opérationnelle dans l'immédiat, et non stable puisque, si même la loi ne change pas, les textes d'application peuvent en changer les principales modalités». Ils relèvent également quelques contradictions contenues dans ce texte de loi, liées notamment à la réduction des risques d'investissement et aux contraintes administratives, qui pourraient encore entraver leur activité.



POLITIQUES SOCIALES EN ALGÉRIE : Nécessité d'une réforme radicale

Des spécialistes soutiennent que le système algérien de protection sociale a finalement perdu une partie du caractère assurantiel en faveur du caractère «assistanciel».

Menant depuis l'indépendance un système d'aides et de subventions dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'énergie et autres, l'Etat algérien se trouve actuellement face à une politique sociale chaotique.

Cette politique marquée par la dépense de milliards de dollars durant des années ayant permis une évolution du cadre de vie à une certaine époque, connaîtra par la suite un recul social flagrant avec un risque de retour au point zéro. Cette problématique a fait l'objet d'une rencontre organisée hier et qui se poursuivra aujourd'hui par le laboratoire «Etat, politique

publique et stratégie gouvernementale» (EPPSG) à la faculté des sciences politiques de l'université Salah Bounider Constantine 3.

Les intervenants ayant abordé le thème du conclave intitulé «Les politiques sociales publiques en Algérie entre réalité et horizons» étaient unanimes pour une réforme du système social avec une évaluation rétrospective de tout ce qui a été fait jusqu'à présent.

Selon Abdelaziz Charabi, professeur en économie, tout est presque subventionné en Algérie qui n'avance pas beaucoup, malgré les nouvelles stratégies. «A l'époque, il y avait un monopole de l'Etat de tous les secteurs avant un nouveau changement du système. Mais, le problème chez nous est qu'on passe d'une politique à une autre, sans évaluation, faisant que les mêmes erreurs commises se répètent dans les nouvelles stratégies. Une évaluation grâce à laquelle les pays développés ont avancé», a-t-il déclaré. Pour ce dernier, l'évaluation signifie le fait de mesurer l'efficacité et l'efficience des programmes et des politiques publiques retracées.

Certains pays, ajoute-t-il, ont créé des ministères d'Evaluation indépendants qui travaillent avec des associations libres. Selon le Pr Charabi, plusieurs politiques algériennes ont eu des effets négatifs sur l'Etat. Donc, la première exigence est l'indépendance des organismes d'évaluation continue, particulièrement l'association algérienne de la promotion de l'évaluation agréée en 2016. Le champ d'intervention de cette dernière demeure très limité. C'est pourquoi, selon ses dires, il est nécessaire de créer «un ministère léger» ou un organisme indépendant d'évaluation en parallèle des institutions officielles. De son côté, le Dr Yasmina Ben Abderrahmane a abordé le système de protection sociale en Algérie qui empruntait à deux autres.

Il s'agit d'une fusion du système bismarckien qui est le principe d'assurance, et le système beveridgien dont le principe est l'assistance. Deux modèles qui s'opposent. «La diversification dans le financement social a entraîné un accroissement des inégalités. L'Algérie a essayé d'unifier ce système avec la loi de 1983, donnant naissance à un seul régime donnant plus d'avantages pour tous.

Par ailleurs, le système algérien de protection sociale a finalement perdu une partie du caractère assuranciel en faveur du caractère assistanciel», a-t-elle indiqué. Et d'expliquer que cet écart qui se creuse chaque jour davantage se perçoit à travers de différents phénomènes, à l'instar du nombre des personnes au chômage, des employés embauchés par le privé non assurés et qui bénéficient des soins gratuits pour tous. Une hausse des prestations avec, en même temps, une diminution des cotisations. Et c'est le budget social de l'Etat qui va contribuer à combler l'écart.

Le Dr Benabderrahmane a soulevé qu'en dépit de l'évolution observée dans les différents domaines la crise persiste. Elle a cité à titre d'exemple le secteur de l'éducation qui s'est focalisé sur la quantité plus que sur la qualité. L'intervenante a estimé qu'il est nécessaire de préciser les objectifs afin de bien évaluer la définition des rôles des différents intervenants (Etat, actifs, partenaires sociaux, secteurs privés).

«Il faut qu'il y ait un meilleur ciblage des bénéficiaires avec la création de mécanismes favorisant le respect des conditions d'attribution des avantages, en associant le secteur privé. Il faut élargir la couverture sociale, en créant plus d'emplois durables, pour lutter contre l'informel et relever le montant des dispositifs d'assistance sociale», a-t-elle recommandé. Pour sa part, le Pr Abdelaziz Charabi a proposé la création d'une nouvelle spécialité universitaire sur l'évaluation des politiques et les programmes publics, car, conclut-il, le nombre des évaluateurs connus et actifs sur le terrain ne dépasse pas le nombre des doigts des deux mains en Algérie.



La BDL nous écrit

Suite à la publication d'un article dans votre quotidien sous le titre : «La déception des clients de la BDL» en date du lundi 6 juin 2022, la BDL tient à rectifier un certain nombre d'imprécisions qui y sont parues. L'inauguration de l'agence de Dréan, au niveau de la wilaya d'El Tarf, a lieu le 6 juin 2022 par le directeur général de la banque, sous l'égide de Monsieur le wali de la wilaya d'El Tarf.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un plan de développement et de modernisation du réseau de la banque, répondant ainsi à notre objectif de proximité avec le citoyen et d'inclusion financière.

A ce titre, aucune rencontre avec la clientèle de la région n'a été prévue ; nos représentants locaux, à travers la direction régionale d'exploitatiojn, demeurent bien entendu à l'écoute de leur clientèle et ne ménagent aucun effort pour répondre aux besoins et attentes de celle-ci.



[La Banque de l'habitat arrive](#)

Si l'on mise sur le lancement de la Banque de l'habitat pour redynamiser le secteur du bâtiment, il faudrait s'attendre à ne pas trouver beaucoup d'entrepreneurs dans le domaine le jour de son inauguration. La crise qui frappe de plein fouet ce secteur suite à la hausse des prix des matériaux de construction, qui est venue se greffer aux difficultés de redémarrage des chantiers après la crise sanitaire, qui a fortement impacté ses soubassements, la sortie de crise ne doit pas dépendre de la création de cette nouvelle institution financière.

وهران: انطلاق أشغال المؤتمر 33 للاتحاد العام العربي للتأمين

انطلقت اليوم الاثنين بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهران أشغال المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين بحضور حوالي 1200 مشارك من 41 دولة منها 20 عربية.

المؤتمر 33 للاتحاد العام العربي للتأمين فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية



أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية اليوم الاثنين بوهران أن المؤتمر 33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي تحتضنه عاصمة غرب البلاد فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية المختصة في هذا المجال.

انطلاق أشغال المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين

انطلقت اليوم الاثنين بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهراڤ أشغال المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين بحضور أكثر من 1300 مشارك من 41 دولة منها 20 عربية. أشرف وزير المالية، عبد الرحمان راوية، على مراسم افتتاح هذا اللقاء الذي يقام تحت رعاية الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان تحت شعار "الوضع الجديد وتداعياته على صناعة التأمين: ما هي التحديات؟ وهل من فرص للسوق العربي للتأمين"، وبحضور رئيس الاتحاد العام العربي للتأمين، الأسعد زروق.



وزير المالية: نمو اقتصادي بأكثر من 3 بالمائة خلال السنة الجارية

تتوقع الجزائر تحقيق نسبة نمو اقتصادي تقدر بـ 3.4 بالمائة خلال السنة الجارية، حسبما كشفه الإثنين بوهراڤ وزير المالية، عبد الرحمان راوية. وأبرز الوزير خلال إشرافه على انطلاق أشغال المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي ينظمه الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين بالتعاون مع الاتحاد العام العربي للتأمين بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهراڤ أن الجزائر تمكنت من تجاوز آثار الأزمة الصحية الناتجة عن جائحة فيروس كورونا وبدأت مؤشراتها الاقتصادية الكبرى في التحسن بداية من النصف الثاني من سنة 2021 مما يسمح لها بتوقع نسبة نمو لسنة 2022 تقدر بـ 3.4 بالمائة.



وزير المالية عبد الرحمن راوية يؤكد: المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية.. توقعات بتحقيق نمو اقتصادي يتجاوز الـ3 بالمائة في 2022

أكد وزير المالية عبد الرحمن راوية، الإثنين، بوهراڤ أن المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي تحتضنه عاصمة غرب البلاد فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية المختصة في هذا المجال.

راوية يفتتح مؤتمر الاتحاد العام العربي للتأمين بوهران

انطلقت أشغال المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين بحضور حوالي 1200 مشارك من 41 دولة، منها 20 عربية. اليوم الاثنين بمركز الاتفاقيات محمد بن أحمد بوهران.

أشرف وزير المالية، عبد الرحمان راوية، على مراسم افتتاح هذا اللقاء الذي يقام تحت رعاية الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان تحت شعار "الوضع الجديد وتداعياته على صناعة التأمين: ما هي التحديات وهل من فرص للسوق العربي للتأمين"، وبحضور رئيس الاتحاد العام العربي للتأمين، الأسعد زروق.

وهران تحتضن الدورة الـ33 لمؤتمر الاتحاد العام العربي للتأمين



انطلقت بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهران أشغال المؤتمر الـ33 للاتحاد العام العربي للتأمين أمس الأحد بحضور حوالي 1200 مشارك من 41 دولة منها 20 عربية. وقد أشرف وزير المالية، عبد الرحمان راوية، على مراسم افتتاح هذا اللقاء الذي يقام تحت رعاية الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان تحت شعار "الوضع الجديد وتداعياته على صناعة التأمين: ما هي التحديات وهل من فرص للسوق العربي للتأمين"، وبحضور رئيس الاتحاد العام العربي للتأمين، الأسعد زروق.

ويحتوي هذا المؤتمر، الذي تدوم أشغاله أربعة أيام، على أربعة محاور وهي الأزمة الصحية وتأثيراتها على سوق التأمين العالمي و الهوة التأمينية و التحولات التكنولوجية و تنظيم إدارة التأمين إضافة إلى المخاطر الناشئة و منتجات التأمين.

وسيناقش المشاركون من مسؤولي شركات التأمين وإعادة التأمين العربية وضيوف من عدة قارات بالإضافة الى الوضع الجديد وتداعياته على صناعة التأمين، مواضيع متعلقة بالتحديات التي واجهتها صناعة التأمين وإعادة التأمين في البلدان العربية في السنوات الأخيرة.

فيما ينتظر أن يتم خلال المؤتمر اختيار مجلس إدارة جديد للاتحاد العام العربي للتأمين سيتولى تنفيذ التوصيات و القرارات التي يصدرها المؤتمر على أن يجتمع بعد نهاية الأشغال لاختيار مكان وتاريخ الدورة 34.

وقد اختيرت مدينة وهران لاحتضان المؤتمر ال 33 للاتحاد العام العربي للتأمين خلال الجمعية العامة للمؤتمر ال 32 الذي عقد بتونس وكان مبرمجا لشهر أكتوبر 2020 قبل أن يؤجل بسبب جائحة فيروس كورونا إلى سنة 2021 ثم السنة الجارية.



راوية.. "توقع تحقيق نسبة نمو اقتصادي بـ3ر4 بالمائة خلال سنة 2022"

تتوقع الجزائر تحقيق نسبة نمو اقتصادي تقدر بـ 3ر4 بالمائة خلال السنة الجارية، حسبما ذكره الاثنين بوهان وزير المالية، عبد الرحمان راوية. وأبرز الوزير خلال إشرافه على انطلاق أشغال المؤتمر 33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي ينظمه الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين بالتعاون مع الاتحاد العام العربي للتأمين بمركز الاتفاقيات، محمد بن أحمد "بوهان أن الجزائر تمكنت من تجاوز آثار الأزمة الصحية الناتجة عن جائحة فيروس كورونا وبدأت مؤشراتهما الاقتصادية الكبرى في التحسن بداية من النصف الثاني من سنة 2021 مما يسمح لها بتوقع نسبة نمو لسنة 2022 تقدر بـ 3ر4 بالمائة.



راوية: مؤتمر الإتحاد العربي للتأمين فرصة لتعزيز تعاون الشركات

كشف وزير المالية عبد الرحمان راوية، أنّ المؤتمر 33 للإتحاد العام العربي للتأمين الذي تحتضنه وهران. يشكّل فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية المختصة في هذا المجال. وقال راوية لدى إشرافه على افتتاح أشغال المؤتمر المنظم

من قبل الإتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين بالتعاون مع الإتحاد العام العربي للتأمين بمركز الاتفاقيات“محمد بن أحمد” بوهران، أنّ المؤتمر يعقد تحت رعاية الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان. ويعد فرصة أيضا لتبادل الآراء والتجارب بين شركات التأمين وإعادة التأمين العربية. والعمل معا على مواجهة التحديات المشتركة.

33^e CONGRÈS DE L'UNION GÉNÉRALE ARABE DES ASSURANCES

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Les travaux du 33^e Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) ont débuté, hier, au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, en présence de près de 1.200 participants représentant 41 pays, dont 20 arabes.

De notre bureau à Oran :
AMEL SAHER

Les réformes économiques engagées en Algérie ont produit une forte dynamique dans les différents secteurs et ont relancé la croissance, a indiqué le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, lors de son allocution, à l'occasion de l'ouverture des travaux. Selon le ministre, grâce aux décisions des autorités suprêmes du pays et à leur tête le président de la République Abdelmadjid Tebboune, l'entrée en vigueur de ces réformes durant la seconde moitié de l'année 2021 a permis un rebond de croissance, dont les prévisions l'estiment, cette année, à un taux de 3,4%, accompagnée d'une amélioration dans les indicateurs économiques.

Ces performances s'inscrivent dans une vision économique nouvelle et globale qui a pour objectif de diversifier les ressources du pays et se libérer de la dépendance des hydrocarbures, a ajouté le ministre. A ce propos, Abderrahmane Raouya est revenu sur la révision du cadre juridique de l'investissement dans le but de faciliter les procédures de réalisation des projets d'investissement, encourager la libre initiative et améliorer le climat d'affaires. Le ministre a mis en exergue l'importance des modifications apportées au cadre législatif régissant l'investissement, citant l'exemple de la règle 51/49 qui, désormais, ne s'ap-

plique pas à tous les secteurs et à la mise en place d'un guichet unique pour la prise en charge et le suivi des grands projets d'investissement nationaux et étrangers.

Le ministre est revenu sur la crise sanitaire



L'Algérie prend la présidence de l'UGAA pour une durée de deux ans.

liée à l'épidémie de Covid-19 et qui, selon lui, a été surmontée par l'Algérie, grâce notamment aux mesures décidées par l'État en vue de réduire son impacte économique sur les

M. Raouya a mis en exergue les modifications apportées au cadre législatif régissant l'investissement : la règle 51/49 qui ne s'applique pas à tous les secteurs, et la mise en place d'un guichet unique pour la prise en charge et le suivi des grands projets d'investissement.

différentes franges de la population, ce qui a permis, dit-il, de préserver les emplois et les grands équilibres dans le secteur des finances, en général, et les compagnies d'assurances,

en particulier. Les travaux du 33^e Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA), qui se tiennent au CCO d'Oran, sont placés sous le haut patronage du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Les congressistes ont choisi cette année le slogan «La nouvelle situation et ses répercussions sur l'industrie de l'assurance : quels sont les défis et quelles sont les opportunités pour le marché arabe de l'assurance ?»

Pendant quatre jours, le congrès traitera quatre axes liés à la crise sanitaire et ses effets sur le marché mondial des assurances, le déficit d'assurance, les transformations technologiques et la régulation de la gestion des assurances, en plus des risques émergents et des produits d'assurance. Avant de clôturer son intervention devant les congressistes de l'UGAA, le ministre des Finances a mis en exergue le potentiel touristique, attractif et économique de la wilaya d'Oran qui s'apprête à accueillir la 19^e édition des jeux Méditerranéens du 25 juin au 06 juillet.

Un nouveau Conseil d'administration de l'UGAA devra être dégagé, à l'issue de ce Congrès, pour mettre en œuvre les recommandations de cette rencontre d'Oran et devra se réunir à l'issue des travaux pour choisir le lieu et la date de la 34^e session. La ville d'Oran a été retenue pour abriter le 33^e Congrès, lors de l'Assemblée générale du précédent congrès tenue en Tunisie. Il était prévu pour le mois d'octobre 2020, avant d'être reporté en raison de la pandémie de Coronavirus à 2021, puis à 2022, rappelle-t-on. L'Algérie, à travers Youssef Benmissia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances, a reçu la présidence de l'UGAA de la Tunisie pour une durée de deux années, et ce jusqu'au 34^e congrès prévu en 2024 à Amman (Jordanie).

A. S.

UN TAUX DE CROISSANCE DE 3,4% ATTENDU EN 2022

Les prévisions optimistes de Raouya

Le premier argentier du pays est optimiste. En révélant les grands indices économiques et les mesures prises pour faire face à la crise sanitaire qui avait impacté lourdement l'économie nationale, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a indiqué que le taux de croissance en Algérie va atteindre 3,4% au cours de cette année. Des prévisions optimistes en perspective. Autrement dit, ce taux révèle une reprise réelle dans l'activité économique après deux ans de récession due à la pandémie du coronavirus.

Intervenant aujourd'hui à l'occasion de l'ouverture du 33^{ème} Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) au Centre des Conventions Mohamed Benahmed d'Oran, le ministre des Finances, a souligné que « l'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021 ce qui permet de prévoir un taux de croissance de 3,4% pour l'exercice 2022 ».

Raouya a mis en exergue les dispositions de l'Etat pour prendre en charge les répercussions de la crise sanitaire et amortir son impact sur l'économie et les institutions algériennes : « Ces mesures ont permis de contrôler la situation économique générale et préserver les grands équilibres dans le secteur financier, dont celui des assurances et réassurances » a-t-il assuré.

Il a également mis en valeur les réformes économiques entreprises dernièrement en Algérie pour améliorer l'efficacité économique et relever le taux de la croissance, à travers le soutien des exportations hors hydrocarbures et la révision du code de l'investissement, en abrogeant les obstacles bureaucratiques, la simplification des mesures et l'abandon de la règle 51/49 dans l'investissement dans la plupart des secteurs.

Quoi qu'il en soit, ces prévisions de Raouya confirment les projections de croissance de l'économie algérienne faites par le Fonds monétaire international. En avril dernier, le FMI avait revu à la hausse ces projections. Ses experts avaient précédemment avancé 1,9% comme taux de croissance en 2022, avant de le réviser pour atteindre 2,4%.

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié à



l'occasion de la tenue de ses réunions de printemps, l'institution de Bretton Woods, basée à Washington, s'attend à une croissance en 2023 du Produit intérieur brut (PIB) réel algérien de 2,4% également, contre seulement 0,1% anticipé en octobre. L'économie algérienne a réalisé une croissance de 4% en 2021, selon le FMI qui ne prévoyait dans son rapport précédent qu'un taux de 3,4%.

Par ailleurs, le solde des transactions courantes de l'Algérie devrait être positif pour la première fois depuis plusieurs années, pour s'établir à 2,9% du PIB (contre -5,5 anticipé en octobre), avant de baisser à -0,2% du PIB en 2023.

Concernant l'emploi, le Fonds estime que le chômage va reculer sensiblement en Algérie les années à venir. Ainsi, l'institution de Bretton Woods a revu à la baisse ses projections pour les années 2022 et 2023, tablant sur un taux, respectivement, de 11,1% et 9,8%, alors qu'elle prédisait dans son rapport d'octobre une hausse de chô-

mage à 14,7% en 2021. L'année dernière, le taux de chômage a atteint 13,4% selon le FMI qui prévoyait, il y a six mois, un taux de 14,1% en 2021.

Selon le rapport du FMI, les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC) bénéficieront de perspectives plus favorables en 2022 en raison d'une hausse de la production de pétrole conformément à l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+), de cours pétroliers plus élevés que prévu et du succès des campagnes massives de vaccination conduites dans plusieurs pays.

La manne pétrolière associée au renchérissement du pétrole devrait améliorer ainsi les soldes budgétaires et extérieurs de ces pays.

En outre, des facteurs nationaux spécifiques joueront un rôle en 2022 : en Algérie, l'activité agricole devrait bénéficier d'une pluviométrie plus normale après la sécheresse de 2021. **Mohamed Kouini**

Abderrahmane Raouya

Un taux de croissance de 3,4% attendu en 2022

L'Algérie prévoit un taux de croissance de l'ordre de 3,4% au cours de l'année 2022, a annoncé lundi à Oran le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya. «L'Algérie a réussi à dépasser les répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et les grands indices économiques sont en amélioration depuis le deuxième semestre de l'année 2021, ce qui permet de prévoir un taux de croissance de 3,4% pour l'exercice 2022», a souligné le ministre à l'ouverture du 33^{ème} Congrès de l'Union générale arabe des assurances (UGAA) au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran. M. Raouya a mis en exergue «les dispositions de l'Etat pour prendre en charge les répercussions

de la crise sanitaire et amortir son impact sur l'économie et les institutions algériennes, dont le rééchelonnement des dettes des entreprises et l'octroi de diverses mesures incitatives. Ces mesures ont permis de contrôler la situation économique générale et préserver les grands équilibres dans le secteur financier, dont celui des assurances et réassurances». Il a également mis en valeur les réformes économiques entreprises dernièrement en Algérie pour améliorer l'efficacité économique et relever le taux de la croissance, à travers le soutien des exportations hors hydrocarbures et la révision du code de l'investissement, en abrogeant les obstacles bureaucratiques, la simplification

des mesures et l'abandon de la règle 51/49 dans l'investissement dans la plupart des secteurs. Il a également noté «le soutien de l'Etat, dans le cadre de ces réformes, au partenariat entre les secteurs public et privé et l'élargissement de l'utilisation des nouvelles technologies et la numérisation dans la gestion du secteur économique», soulignant que «les premiers résultats de ces réformes seront bientôt visibles».

Ce congrès est organisé conjointement par l'UAR (Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance) et la GAIF (General arab insurance federation). Il est placé sous le patronage du Premier ministre, Aïmen Benabderrahmane, a-t-on rappelé.

UNE NOUVELLE AGENCE INAUGURÉE HIER À TARF

La BDL étend son réseau

En attendant de voir de quoi sera porteuse la mise à jour de la loi sur le crédit et la monnaie, les banques algériennes du secteur public sont mises sous forte pression, carrément au pied du mur, tant les voix se font entendre de partout pour qu'elles ne servent plus comme de simples coffres-forts et s'insèrent dans la dynamique qui leur confère un rôle on ne peut plus majeur dans le projet du renouveau économique de l'Algérie.

À ce titre, la Banque du développement local (BDL) s'emploie à s'adapter aux nouvelles données qui se sont imposées au pays sur tous les plans, notamment économique. Il en est ainsi du ratio de couverture bancaire en Algérie, bien loin des standards, avec son minuscule 1 agence/26 000 habitants, selon un chiffre révélé il y a quelques mois par le Premier ministre. Hier, le Directeur général de la BDL a présidé à l'ouverture

de la quatrième agence depuis le début de cette année, à Tarf après celles de l'aéroport international d'Alger, Ain-Bénian et Ain-Séfra. L'extension de son réseau en agences s'accompagne désormais, selon Merouane Aliane, un des directeurs-adjoints de la BDL, d'un ensemble de mesures, à commencer par un pouvoir étendu pour le traitement des demandes de financement accordé aux directeurs régionaux

d'exploitation dont dépendent des agences de plusieurs wilayas à la fois. Sur le plan de l'infrastructure, selon le même haut cadre, il est attendu que la BDL enrichisse son réseau cette année pour atteindre les 180.

En termes de performances, la banque à vocation de financement du développement local a réussi un joli bond durant l'exercice de l'année dernière en faisant passer ses autorisations de crédits de 268 milliards de dinars à 349 milliards de dinars. Il faut savoir également que, comme l'explique M. Aliane, pour la palette des produits proposés par la BDL, le crédit immobilier est porté de 12 millions de dinars en agence à 18 millions en régional. Pour le crédit d'investissement et de fonctionnement, il peut passer de 10 millions de dinars en agence à 50 millions

de dinars en direction régionale. Un esprit proactif qui s'étend aux cautions sur marché accordées par la BDL qui peuvent passer de 50 millions de dinars en agence à 100 millions de dinars en régionale. Ainsi, rien que pour l'année dernière, ce sont près de 2 000 crédits qui ont été accordés aux particuliers pour le produit numéro un de la banque, le crédit immobilier, pour 4,5 milliards de dinars. Autres chiffres significatifs du bond réussi l'année dernière par la BDL, il est fait état de l'évolution du paiement par TPE qui a été de plus de 170% en une année, passant de 288 000 transactions en 2020 à 784 000 l'année dernière pour un montant de 2 milliards de dinars à 5,5 milliards.

Azedine Maktour

Avec une participation au PIB estimée à 0,5% L'attractivité de la Bourse d'Alger n'est pas impactée

« L'inclusion financière, objectif du Gouvernement dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mais comment y arriver sans passer par mille chemins ? Pour le premier responsable de la Bourse d'Alger, les solutions idoines pour aboutir à l'inclusion financière sont là et peuvent être réalisées incessamment. Selon le Directeur Général de la Banque d'Alger, Yazid Benmouhoub, il faut mettre en Bourse des entreprises très rentables, diriger l'épargne vers le formel, digitaliser les transactions, tout en permettant au citoyen d'accéder à des services financiers en fonction de ses moyens.

En marge de son passage à l'émission «L'Invité de la rédaction» sur les ondes de la Radio algérienne de la Chaîne III, le directeur général de la Banque d'Algérie a fait savoir que même si la participation de la Bourse d'Alger au PIB est estimée à 0,5%, son attractivité n'est pas impactée, tout en supposant que «dans le secteur privé, nous n'avons pas des entreprises capables d'aller affronter le marché». Yazid Benmouhoub a, d'ailleurs, lancé un appel aux entreprises privées afin de «sortir du carcan d'autofinancement, des financements bancaires, et de se projeter sur des financements de marché, avec toutes les exigences que cela impose en terme de transparence et de gouvernance». Pour analyser le pourquoi de cette réticence vis-à-vis de la Bourse, le premier responsable de la Bourse d'Alger a dévoilé de nouveaux aspects. Selon lui, «entre 2000 et 2014, les banques algériennes ont offert beaucoup de crédits bonifiés aux entreprises. Ce qui fait que les entreprises choisissent la Banque au lieu de la Bourse». Autre raison du choix de la Banque, la décision de l'entreprise qui revient souvent au fondateur ou à l'Assemblée générale.

Or, si ces entreprises veulent travailler dans des marchés internationaux, elles doivent impérativement évoluer en termes d'organisation, et penser des formes beaucoup plus développées comme les Sociétés par actions (SPA), mais aussi avoir un capital plus important que ce qui existe actuellement. Pour rappel, la loi de Finance 2022 permet l'introduction des Banques ou établissements financiers en Bourse sans l'autorisation du gouverneur de la Banque d'Algérie. Il s'agit-là d'un coup de starter de la part des autorités publiques pour encourager les entreprises, pas uniquement du secteur financier, à entrer en Bourse. Rappelons que le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane avait annoncé l'introduction en Bourse de deux Banques publiques en 2022, et que deux petites et moyennes entreprises (PME) du secteur privé avaient déposé des demandes d'accès à la Bourse d'Alger.

Djamila Sai

Banque dédiée au financement des projets d'habitat

Le texte de loi dans un mois

Le texte de loi relatif à la création d'une Banque dédiée au financement des projets du secteur de l'Habitat dont le lancement, effectif, a été annoncé pour le 1^{er} novembre prochain par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Tarek Belaïbi, sera élaboré dans un délai ne dépassant pas un mois.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit, avant-hier dimanche, le ministre des Finances de préparer le texte de loi relatif à la création de la Banque de l'habitat dans un délai ne dépassant pas un mois», a indiqué un communiqué du Conseil des ministres. Lors de cette réunion, le chef de l'Etat a également donné des instructions pour préparer la phase transitoire entre la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP) et la Caisse nationale du logement (CNL) pour le lancement effec-



Le dossier de transformation de la CNL en une institution financière dédiée exclusivement au financement du logement, a été examiné début avril dernier en réunion du Gouvernement. (Photo: D.R)

tif de la Banque de l'habitat, a poursuivi le communiqué du Conseil des ministres.

Pour rappel, le dossier de transformation de la Caisse nationale du logement (CNL) en une institution financière dédiée exclusivement au financement du logement, a été examiné début avril dernier en réunion du Gouvernement.

Une rencontre au cours de laquelle il a été convenu de mettre en place un bureau d'études chargé d'apporter des solutions aux problèmes techniques et financiers empêchant cette opération, ainsi que le lancement effectif de cette nouvelle institution financière le 1^{er} novembre prochain.

La Banque du logement dont la création figure parmi les 54 engagements du programme électoral du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se veut, pour reprendre le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek

Belaïbi, une institution financière qui facilitera au secteur de l'habitat le financement des programmes de logement, toute formule confondue sociales et autres, et optimisera la cadence de la réalisation et du lancement des projets.

D'autre part, et s'agissant de l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger, a poursuivi la même source, le Conseil des ministres a approuvé la stratégie d'ouverture d'agences bancaires à l'étranger, notamment dans les pays africains. Trois banques publiques, à savoir la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque extérieure d'Algérie (BEA), rappelle-t-on, prévoient l'implantation de filiales dans plusieurs pays africains.

La BEA a également engagé des démarches pour l'ouverture d'un bureau de sa filiale «BEA Internationale» en France, afin de répondre aux préoccupations soulevées par

la communauté algérienne établie dans ce pays.

Le 18 mai dernier, le Premier ministre Aïmeche Benabderrahmane avait indiqué que l'ensemble des démarches relatives à la mise en œuvre de la 1^{re} phase du projet d'ouverture des agences bancaires à l'étranger qui constitue une réelle opportunité pour le rayonnement économique de l'Algérie, particulièrement sur le continent africain, devront être finalisées avant la fin de l'année en cours.

C'était lors de la réunion du Gouvernement.

Rappelons que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement, notamment dans les volets relatifs à l'accompagnement des opérateurs économiques, à l'orientation des flux des échanges commerciaux ainsi qu'à la bancarisation de l'épargne des Algériens résidents à l'étranger.

Rabah Mokhtari

حسب وزير المالية راوية

توقع نسبة نمو اقتصادي 3,4 بالمائة خلال سنة 2022

● الجزائر تستلم رئاسة الاتحاد العام العربي للتأمين

تحفيزات مختلفة سمحت بالتحكم في الوضع الاقتصادي العام والحفاظ على التوازنات الكبرى للقطاع المالي ومنها مؤسسات التأمين وإعادة التأمين.

وأشار الوزير إلى دعم الدولة ضمن إصلاحاتها الاقتصادية للشراكة بين القطاعين العمومي والخاص وتوسيع استعمال التكنولوجيات الحديثة والرقمنة في تسيير القطاع الاقتصادي وهي إصلاحات يتوقع ظهور نتائجها الأولى قريبا.

يذكر أن هذا المؤتمر، الذي تدوم أشغاله أربعة أيام، سيتطرق إلى أربعة محاور وهي الأزمة الصحية وتأثيراتها على سوق التأمين العالمي والهوية التأمينية والتحول التكنولوجية وتنظيم إدارة التأمين، إضافة إلى المخاطر الناشئة ومنتجات التأمين.

وسيناقش المشاركون من مسؤولي شركات التأمين وإعادة التأمين العربية وضيوف من عدة قطاعات، بالإضافة إلى الوضع الجديد وتداعياته على صناعة التأمين، مواضيع متعلقة بالتحديات التي واجهتها صناعة التأمين وإعادة التأمين في البلدان العربية في السنوات الأخيرة.

في ذات الصدد، نوادر رئيس الاتحاد العام العربي للتأمين الأسعد زروق بالتجربة الجزائرية الرائدة في مجال التأمين على الكوارث الطبيعية، معتبرا إياها "مثالا يحتذى به".

وتطرق الأسعد زروق إلى نسبة اندماج التأمين في الناتج الإجمالي الخام العربي والتي لا تتجاوز 1,5 بالمائة، فيما تقدر بـ 7 بالمائة عالميا، مشيرا إلى أن عملا كبيرا يمكن القيام به لإحداث نقلة نوعية في هذا الميدان، مؤكدا أن الوصول إلى نسبة اندماج 4 بالمائة سيحدث نقلة كبيرة على مستوى شركات التأمين العربية وسيمنح من النهوض الاقتصادي والاجتماعي والصحي والمالي بالمنطقة، لما لشركات التأمين من علاقة مباشرة بالاستثمار.

حفيفظ. ص



عبد الرحمان راوية

● استلمت الجزائر، أمس، رئاسة الاتحاد العام العربي للتأمين من تونس، لمدة تستمر سنتين، وهذا بمناسبة انعقاد المؤتمر 33 للاتحاد العام العربي للتأمين المنظم بوهران.

وقد سلم رئيس الاتحاد العام العربي للتأمين المنتهية ولايته، الأسعد زروق، درع الاتحاد لرئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين، يوسف بن ميسية، بحضور وزير المالية، عبد الرحمان راوية.

وتوقع وزير المالية، عبد الرحمان راوية، أن تحقق الجزائر نسبة نمو اقتصادي تقدر بـ 3,4 بالمائة خلال السنة الجارية.

وأشار الوزير خلال أشغال المؤتمر 33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي ينظمه الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين بالتعاون مع الاتحاد العام العربي للتأمين بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهران، إلى أن الجزائر تمكنت من تجاوز آثار الأزمة الصحية الناتجة عن جائحة فيروس كورونا وبدأت مؤشراتنا الاقتصادية الكبرى في التحسن بداية من النصف الثاني من سنة 2021، ما يسمح لها بتوقع نسبة نمو لسنة 2022 تقدر بـ 3,4 بالمائة.

وأوضح راوية أن "التدابير التي اتخذتها الدولة لمعالجة آثار الأزمة الصحية والتقليل من تأثيرها على الاقتصاد والمؤسسات الجزائرية ومنها جدولة ديون المؤسسات وتقديم

أكد فتح ورشات لتطوير قطاع التأمين .. وزير المالية؛

توقع نسبة نمو بـ 3,4 بالمائة وتحسن المؤشرات الاقتصادية

بالتزامن مع إطلاق خدمات تأمينية جديدة على غرار التأمين التكافلي الذي من شأنه جعل قطاع التأمين يوفر فرصا كبيرة للاستثمار في الجزائر.

وكشف الوزير، خلال ندوة صحفية بخصوص نشاط التأمين عن الحياة بالجزائر، بأن الوزارة تسعى لمساعدة قطاع التأمينات في تنويع النشاطات بما يساهم في الرفع من مساهمات القطاع وفتح ورشات للتكفل بأنشغالات القطاع، مع إمكانية استشارة المجلس الإسلامي الأعلى، لدعم نشاط التأمين عن الحياة، كما تم العمل به في الدفع بالصيرفة الإسلامية التي وجدت طريقها في التعاملات المصرفية في بلادنا.

وتنوّه الوزير، بدور السلطات العمومية في تجاوز جائحة كورونا والإجراءات التي اتخذتها وساهمت في الحد من تأثير الوباء على النشاط الاقتصادي، ما مكن من الحفاظ على مناصب العمل والتوازنات المالية الكبرى، إضافة إلى التدابير التي اتخذتها الدولة وأعطت دفعا قويا للاقتصاد الوطني.

أصبحت معظم القطاعات لا تخضع لقاعدة 49/51 مع إنشاء شبكات موحدة لمشاريع الاستثمار الكبرى واستقطاب الاستثمارات الأجنبية.

وأكد الوزير، على مساعي السلطات العمومية لتطوير الشراكة بين القطاعين العام والخاص، إيماننا منها بالدور الذي يلعبه القطاعان كل من جهته في بناء اقتصاد وطني متكامل والحد من الاستيراد بالاعتماد خاصة على التكنولوجيات الحديثة.

وأشار الوزير، في السياق إلى ضعف مساهمة قطاع التأمين بالجزائر في الناتج الوطني الخام، حيث لم يتعد نسبة 1 بالمائة فقط ضمن نسبة ضعيفة مقارنة بما يمثلها هذا القطاع في اقتصاديات الدول المتقدمة.

وأضاف أن السلطات تعمل حاليا على تطوير هذا القطاع الاستراتيجي، حيث تضاعف عدد شركات التأمين من 6 شركات سنة 1996 إلى 23 شركة في الوقت الحالي، مما جعل أفضال التأمين ترتفع من 5,6 مليار دج سنة 1997 إلى 144 مليار دج سنة 2021.

توقع وزير المالية عبد الرحمان راوية، أمس، بلوغ نسبة النمو في بلادنا خلال العام الجاري، حوالي 3,4 بالمائة في ظل مؤشرات اقتصادية قوية أبرزها تعافي الاقتصاد الوطني والتوجه نحو تنويع الصادرات خارج المحروقات المعتمدة في سياق النظرة الاقتصادية الجديدة.

رضوان. ق

وكشف عبد الرحمان راوية، خلال إشرافه على افتتاح الدورة 33 لمؤتمر الاتحاد العربي للتأمينات بمدينة وهران، عن توقعات إيجابية للاقتصاد الوطني بفضل القرارات التي أقرها رئيس الجمهورية منذ منتصف سنة 2021، ضمن ديناميكية اقتصادية يبقى هدفها النهائي التخلص التدريجي من تبعية الاعتماد على المحروقات كمصدر وحيد للعملة الصعبة.

وقال وزير المالية، إن مراجعة الإطار القانوني للاستثمار هدفها تبسيط الإجراءات الإدارية، حيث

احتضان الجزائر للمؤتمر دليل على الأهمية التي توليها للعمل العربي المشترك مؤتمر الاتحاد العربي للتأمين فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية

سنة 1997 إلى 144 مليار دج خلال سنة 2021. ونوه نفس المتحدث بالأهمية التي توليها الدولة لصناعة التأمين وإعادة التأمين والعمل على تطويرها عبر تحسين المناخ الذي تعمل به وترقية الخدمات التي تقدمها للزبائن وتسريع رقمنة القطاع إضافة إلى إنماج التأمين التكافلي في سوق التأمين الجزائري وتهيئة شركات التأمين الجزائرية للتكفل بالأخطار الجديدة وعلى رأسها الأخطار السيبرانية.

وللاشارة بيقام هذا المؤتمر الذي تدوم أشغاله ثلاث أيام تحت شعار "الوضع الجديد وتداعياته على صناعة التأمين: ما هي التحديات وهل من فرص لسوق العربي للتأمين"، بحضور حوالي 1200 مشارك من 41 دولة منها 20 عربية.

ويتضمن اللقاء أربعة محاور وهي الأزمة الصحية وتأثيراتها على سوق التأمين العالمي والهوية التأمينية والتحول التكنولوجية وتنظيم إدارة التأمين إضافة إلى المخاطر الناشئة ومنتجات التأمين.

وقد استلمت الجزائر من خلال يوسف بن ميسية رئيس الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين أمس رئاسة الاتحاد العام العربي للتأمين من تونس حيث ستستمر رئاستها لهذه الهيئة لمدة سنتين إلى غاية المؤتمر 34 الذي سيقام في العاصمة الأردنية عمان سنة 2024. قبا

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، أمس، بوهان أن المؤتمر الـ 33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي تحتضنه عاصمة غرب البلاد فرصة لتعزيز التعاون بين الشركات العربية المختصة في هذا المجال.

وأشار الوزير خلال إشرافه على افتتاح أشغال هذا المؤتمر الذي ينظم من قبل الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين بالتعاون مع الإتحاد العام العربي للتأمين بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهان إلى أن المؤتمر الذي يعقد تحت رعاية الوزير الأول السيد أيمن بن عبد الرحمان يعد "فرصة أيضا لتبادل الآراء والتجارب بين شركات التأمين وإعادة التأمين العربية والعمل معا على مواجهة التحديات المشتركة". وأضاف أن "احتضان الجزائر للمؤتمر ورعاية السيد الوزير الأول له دليل على الأهمية التي توليها للعمل العربي المشترك في مجال التأمين وغيرها من المجالات واعتبارها الاتحاد العام العربي للتأمين رمزا من رموز العمل العربي المشترك". وأبرز السيد راوية أن صناعة التأمين تحتل مكانة "هامية" في الجزائر وهي من القطاعات الأولى التي فتح الاستثمار فيها للخوادم مما مكّنها من الانتقال من 6 شركات سنة 1995 إلى 23 خلال سنة 2022 بينها 11 شركة خاصة أو أنشأت مع شريك أجنبي مع ارتفاع أساطد سوق التأمين من 5 مليار دج

بعد تجاوز آثار الأزمة
 الصحية... راوية:

تتوقع نسبة نمو تصل إلى 3.4 بالمائة

توقع وزير المالية، عبد الرحمن راوية، تحقيق نسبة نمو اقتصادي تقدر بـ 3.4 بالمائة خلال السنة الجارية.

وقال عبد الرحمن راوية، أمس، خلال إشرافه على انطلاق أشغال المؤتمر الـ 33 للاتحاد العام العربي للتأمين الذي ينظمه الاتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين بالتعاون مع الاتحاد العام العربي للتأمين بمركز الاتفاقيات "محمد بن أحمد" بوهران إن الجزائر تمكنت من تجاوز آثار الأزمة الصحية الناتجة عن جائحة فيروس كورونا وبدأت مؤشرات الاقتصاد الكبرى في التحسن بداية من النصف الثاني من سنة 2021، مما يسمح لها بتوقع نسبة نمو لسنة 2022 تقدر بـ 3.4 بالمائة.

وذكر الوزير بالتدابير التي اتخذتها الدولة لمعالجة آثار الأزمة الصحية والتقليل من تأثيرها على الاقتصاد والمؤسسات الجزائرية، على غرار جدولة ديون المؤسسات وتقديم تحفيزات مختلفة سمحت بالتحكم في الوضع الاقتصادي العام والحفاظ على التوازنات الكبرى للقطاع المالي ومنها مؤسسات التأمين وإعادة التأمين.

مشيرا إلى الإصلاحات الاقتصادية الكبرى التي باشرتها الجزائر مؤخرا لتحسين أداء الاقتصاد ورفع نسبة النمو من خلال دعم الصادرات خارج المحروقات ومراجعة قانون الاستثمار بالقضاء على العراقيل البيروقراطية وتبسيط الإجراءات الإدارية والتخلي عن قاعدة 49/51 للاستثمار في معظم القطاعات.

ويتوقع الوزير أن تظهر -قريبا- النتائج الأولى لدعم الدولة ضمن إصلاحاتها الاقتصادية للشراكة بين القطاعين العمومي والخاص وتوسيع استعمال التكنولوجيا الحديثة والرقمنة في تسيير القطاع الاقتصادي.

نسبمة عجاج

المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي؛ إبراز دور المعابر البرية في تطوير التجارة الخارجية

على مساحة 12 هكتارا، وقد خصص له ضمن برنامج دعم النمو غلافًا ماليًا بقيمة 872 مليون دج لدراسة وإنجاز عديد المرافق والملحقات، حسب بطاقته التقنية. وتتوفر هذه المنشأة على عدة مصالح، من بينها مركز إجراءات الدخول والخروج، وإدارة الجمارك والشرطة ومطعم وإقامة للإطارات ومركز التوجيه السياحي وقاعة شرفية ومستودع فحص وآخر للحجز وجهاز سكاينر. وللسهر على راحة العمال وتحسين أدائهم المهني، أنجزت قاعة حياة لأعوان الجمارك تتكون من 36 غرفة بطاقة استيعاب تقدر بـ 120 فرد وأخرى لفائدة أفراد شرطة الحدود تتوفر على 48 غرفة بقدرة استيعاب 114 فرد، كما أشير إليه.

وأشار، في ذات السياق، أن المعابر البرية الحدودية تعد مرافق استراتيجية ومحورية بالنسبة للتجارة الخارجية وتسمح بتفعيل الحركة الاقتصادية والنهوض بالتنمية بالمناطق الحدودية، من خلال ميزانية التحصيل الجمركي. وأكد خالدي، بالمناسبة، أن مصالح الجمارك تبذل جهودا كبيرة لمكافحة نشاط التهريب ومنها آفة المخدرات، مضيفا أن الفرق الجمركية جاهزة ويفضل الدعم الذي تتلقاه من المصالح المركزية لمجابهة تلك الظاهرة، وذلك بالتنسيق مع مختلف أسلاك الأمن وفي مقدمتها الجيش الوطني الشعبي. ودخل المفبر البري الحدودي الطالب العربي (84 كلم شرق عاصمة الولاية) حيّز الخدمة، في 18 جوان 2019، ويتربع

شكلت أهمية المعابر البرية الحدودية في تطوير التجارة الخارجية وتنمية المناطق الحدودية محور زيارة المدير العام للجمارك، نور الدين خالدي، التي قام بها، أمس، إلى المفبر البري الحدودي الطالب العربي بولاية الوادي.

أوضح خالدي، خلال تفقده، مدى جاهزية مختلف مرافق هذه المنشأة في اليوم الأول من زيارة العمل إلى الولاية، أن هذه الزيارة الميدانية تندرج في إطار تنفيذ توصيات السلطات العمومية بخصوص تفعيل نشاط المعابر البرية في أفق إعطاء حركية جديدة للنشاط الاقتصادي والتبادلات التجارية عبر مرافقة المتعاملين الاقتصاديين.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES-CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger